

# Monnaie-dette : Le Pitch

## Première partie : description

La question principale c'est : d'où vient la monnaie ?

Il y a deux sortes de monnaie : les pièces et les billets qu'on a dans les poches et la monnaie qu'on a sur les comptes bancaires. En moyenne au niveau global, il y a environ 10% de pièces et billets et 90% de monnaie bancaire. C'est-à-dire que 10% de nos achats s'effectuent en liquide, et tout le reste de nos transactions, c'est de l'argent immatériel qui passe d'une banque à une autre, d'un compte bancaire à un autre : les prélèvements automatiques, les virements, les dépenses de loyer, les salaires, toutes les dépenses des administrations, toutes les dépenses des entreprises, ce sont des chiffres qui passent d'un compte bancaire un autre. 90% de l'économie fonctionne avec cette monnaie-là, avec cet argent-là.

D'où vient cet argent qui figure sur les comptes bancaires ?

Il est créé à chaque fois qu'une banque émet un crédit au profit de quelqu'un.

Quand quelqu'un vient dans une banque chercher de l'argent, "emprunter" (mais il faut faire des gros guillemets) de l'argent, quand une personne par exemple se présente pour obtenir 100.000 euros pour se faire construire une maison, le banquier, par un simple jeu d'écritures comptables à l'actif et au passif de son bilan, augmente simultanément son actif et son passif de 100.000 euros, c'est-à-dire du montant qui est demandé par la personne qui est venue chercher cet argent. La banque crée ainsi *ex nihilo* (c'est l'expression consacrée, c'est du latin, ça veut dire "à partir de rien") 100.000 euros de plus, qui n'existaient pas auparavant. Aucun compte n'a été débité dans l'opération.

Ces 100.000 euros, qu'est-ce qu'ils deviennent ? Ils viennent sur le compte bancaire de la personne qui les a reçus, et cette personne peut, à partir de là, les dépenser dans l'économie.

Elle peut par exemple, si elle a une maison à construire, payer son maçon, payer son plombier, dépenser son nouveau pouvoir d'achat, et le maçon peut dépenser à son tour, payer ses ouvriers, aller au restaurant, et ainsi de suite. De nouvelles transactions sont générées qui ne pouvaient pas avoir lieu auparavant. Cette monnaie-là, c'est de la monnaie entièrement nouvelle qui est émise dans l'ensemble de la société et qui devient de la monnaie commune qui se met à circuler d'un compte à l'autre. Toute la monnaie qui figure sur nos comptes bancaires, soit 90% de la monnaie en circulation, vient obligatoirement de ce processus de création-là.

## Deuxième partie : conséquences

Dans une société moderne avec le système d'émission monétaire que nous avons, c'est-à-dire création monétaire par le crédit bancaire, tout le monde est obligé d'emprunter !

Les particuliers pour faire leurs propres achats, les entreprises pour financer leurs besoins en fonds de roulement et leurs investissements, et même les États. En période de crise, les ménages et les entreprises ne sont plus en capacité d'emprunter, ils essaient plutôt au contraire, de se désendetter. Les États restent donc les seuls organismes qui peuvent continuer à s'endetter (ou plutôt à endetter leur population) pour créer de la monnaie et réduire les effets destructeurs du manque de monnaie.

Qu'est-ce que ça signifie d'un point de vue économique et social ?

Que toute la monnaie, ou en tous cas 90% de la monnaie que nous utilisons et que toutes nos administrations et toutes nos entreprises utilisent au quotidien, est soumise à un intérêt permanent. Chaque unité monétaire provient d'une émission de crédit et donc c'est une dette pour quelqu'un qui doit payer des intérêts.

- Conséquence 1 : il faut travailler deux fois plus, se battre les uns contre les autres, entre personnes, entre entreprises, entre pays, pour trouver les intérêts. D'où le besoin crucial de croissance, d'où le pillage des ressources, d'où la concurrence effrénée.

- Conséquence 2 : c'est un secteur particulier de l'économie, le secteur bancaire, qui décide ce qui est financé ou de ce qui n'est pas financé, qui décide où va l'argent et où ne va pas l'argent, et cela selon des critères propre à un secteur privé qui défend ses propres intérêts.

- Conséquence 3, inévitable et mathématique : l'ensemble de la société (les "agents non-bancaires") est endetté auprès du secteur bancaire.

Ce système a encore bien d'autres conséquences :

- Quand le secteur bancaire émet du crédit à tout-va, on obtient une période d'euphorie économique : une bulle immobilière, financière, boursière... habituellement suivie d'un crash.
- Dès que les banques réduisent leurs émissions de crédit, on obtient une récession. Et si personne ne crée de la monnaie nouvelle, même pas l'État ni la Banque Centrale, la récession peut durer des années !

C'est un système hautement bipolaire qui a des conséquences énormes sur les vies quotidiennes de chacun d'entre nous, sur les carnets de commandes des entreprises, sur les salaires, sur l'emploi, sur les tensions sociales et internationales, sur l'endettement privé qui devient public, sur la concurrence effrénée entre tous, sur le pillage des ressources, etc, etc...

### **Troisième partie : solution**

La solution va prendre du temps à se mettre en place, parce qu'il faut ménager des intérêts extrêmement puissants, mais ce qu'on peut imaginer, c'est que petit à petit, avec le temps, on reprenne peu à peu le privilège de la création monétaire au secteur bancaire et qu'on le redonne non pas à l'État ni aux politiciens, mais directement à la société civile, c'est-à-dire aux citoyens, et là, on peut se dire :

Pourquoi ne déciderions-nous pas d'appliquer le fameux principe de subsidiarité, qui veut qu'à chaque échelle de responsabilité, une communauté donnée puisse avoir les moyens de mettre en oeuvre les décisions qui la concernent ?  
Décision nationale : État. Décision régionale : région. Communale : commune...

Pourquoi ne pas aller au bout du raisonnement et se demander quel serait, dans une société humaine, le niveau le plus fin possible de subsidiarité : la réponse est évidente, c'est l'être humain, l'individu, la personne humaine.

Et pourquoi ne pas donner à chaque citoyen et à chaque citoyenne le droit de décider librement, en son âme et conscience, ce qu'il ou elle veut vraiment financer ou ne pas financer ?

Pourquoi ne pas adopter la solution la plus logique, la plus équitable, et qui en plus est parfaitement conforme aux valeurs de la France :

Donner régulièrement à chaque citoyen, de manière individuelle, inconditionnelle et universelle, sa propre part de monnaie commune.

Libre à lui ou à elle, de l'utiliser comme bon lui semble : dépenser, épargner, rembourser une dette, ou financer librement et volontairement, seul ou à plusieurs, à cent, à mille ou à dix millions, les projets qu'il ou elle jugera bon de financer pour son avenir et l'avenir de ses enfants. De l'énergie nucléaire ou des énergies renouvelables, un sauvetage des banques ou une transition écologique, une guerre ou une économie sociale et solidaire ?

Voilà la véritable démocratie : la démocratie économique.

Voilà la véritable Liberté, la véritable Égalité, qui nous permettra d'aller, espérons-le, vers une véritable Fraternité.